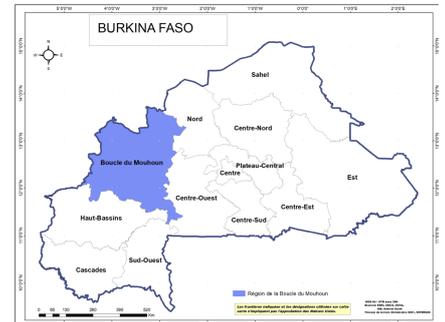


## RAPPORT MENSUEL PROTECTION

Région de la Boucle du Mouhoun / BURKINA FASO

Novembre 2021

(47573 PDI/Source CONASUR)



### Monitoring de protection novembre 2021

**634 Personnes** en déplacement  
**61.67%** d'augmentation par rapport  
au mois précédent

**16 Incidents** enregistrés  
**-18%** d'augmentation par rapport  
au mois précédent

**4 Cas** de protection pris en charge  
**75%** d'augmentation par rapport au  
mois précédent

**11 Cas** de protection référés  
**00%** d'augmentation par rapport au  
mois précédent



Figure 1: Focus Group le 10/11/2021 à Tougan,

## I. Résumé

Au cours du mois de novembre 2021, la situation sécuritaire de la région de la Boucle du Mouhoun s'est beaucoup dégradée avec une recrudescence des incidents à l'instar du mois précédent. Au total seize **(16) incidents** ayant fait sept **cent quarante-trois (743) civiles victimes** ont été rapportées sur l'ensemble des provinces du Sourou, de la Kossi et des Banwa. Quant aux victimes de ces incidents, elles sont réparties comme suit : on **trois cent soixante-sept (367) hommes, soixante-quatre (64) femmes, deux cent quatre-vingt une (281) filles et trente-huit (38) garçons**. Pour rappel, la dégradation continue du contexte sécuritaire de la région depuis le mois précédent pourrait s'expliquer par un repli massif des GANE dans cette région en lien avec l'éventualité d'une intervention russe au Mali pour appuyer l'armée nationale dans le cadre des opérations de sécurisation. Les localités passées sous le contrôle des GANE depuis le mois d'octobre 2021 sont les communes de Toéni, de Gomboro, de Lanfiéra, de Di et de Kassoum, frontalières avec le Mali. Depuis ce temps, les populations ne cessent de faire l'objet des représailles des GANE qui multiplient des actions de violations des droits humains. Au cours de ce mois, il a été rapporté 16 incidents de protection répartis comme suit **6 cas** d'atteinte au droit à la propriété ; **cinq (05) incidents portant atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne** deux **(02) incidents portant atteinte au droit à la vie** comme les

## **assassinats, deux (02) incidents sur le déni ou restriction forcée de mouvement et un (01) incident portant atteinte aux droits de l'enfant**

Le mois de novembre 2021 a particulièrement été marqué par des arrivées massives de PDI à Tougan en provenance des communes de Di, Toéni, Lanfiera, Lankoué, Kiembara et Kassoum du fait de la multiplication des incidents dans ces localités. Grâce au monitoring de protection **92 ménages** de PDI ont été identifiés dont **634 individus** dans la ville de Tougan, chef-lieu de la province du Sourou, en provenance de la commune de Di et des villages de Louta, Dounkoun et Dagalè de la commune de Toéni. Selon les chiffres du CONASUR du mois de septembre 2021, la région de la Boucle du Mouhoun compte **47573 PDI**. Ces statistiques devraient évoluer car selon les services en charge de l'action humanitaire, au regard des récents mouvements. Le profilage de certaines PDI est toujours en cours.

### **Couverture géographique**



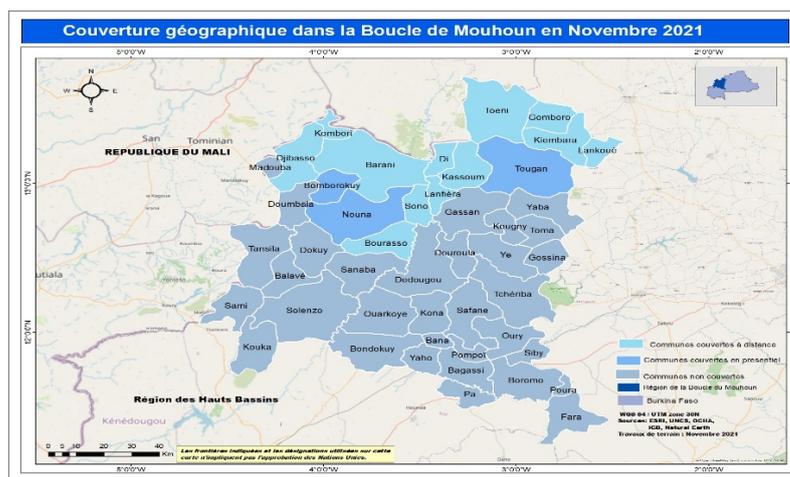
#### **Zones couvertes.**

Au cours de ce mois de novembre, le monitoring de protection a été réalisé aussi bien en présentiel qu'à distance. Les activités se sont déroulées en présentiel : **Dans la province de la Kossi**, au niveau **des** communes de Nouna, Bomborokuy, Djibasso, Bourasso, Madouba et dans **la province du Sourou** c'est uniquement dans la commune de Tougan.

**Accessibilité** : La recrudescence des incidents de protection dans ces deux derniers mois a rendu certaines localités inaccessibles. Le monitoring de protection est fait à distance dans les communes de Gomboro, Kiembara, Toéni, Lankoué, Di, Lanfiéra, Daka, et Kassoum pour ce qui est de la province du Sourou. Quant à la province de la Kossi, il s'agit des villages de Barani, Kombori et Sono.

#### **Méthodologie de collecte d'informations.**

Le monitoring de protection réalisé sur le terrain a concerné principalement les focus groups du monitoring communautaires, la collecte des données du P21, la collecte des incidents de protection, l'identification des personnes ayant des besoins spécifiques (PBS) et les activités de cohésion sociale.



## I. Typologie des mouvements identifiés

Les mouvements de populations que le monitoring a permis d'enregistrer au cours de ce mois sont de deux types : Les mouvements primaires et les mouvements pendulaires. Pour ce qui concerne le premier type, dix (10) mouvements primaires ont impliqué **634 personnes dont 95 hommes, 173 Femmes, 170 Garçons, et 196 Filles**. Le second type de mouvement concerne un cas de mouvement pendulaire avec 15 femmes impliquées.

Statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de personnes
<b>Province du Sourou</b>				
PDis	Di	Tougan	Menaces des GANE	577
	Louta	Tougan	Menaces et attaque des GANE	6
	Gosson	Tougan	Présence des GANE	6
	Niankoré	Tougan	Menace des GANE	34
	Daka	Tougan	Menace des GANE	7
	Nehourou	Tougan	Menace des GANE	4

### Analyse spécifique sur les mouvements de retour :

Au cours de ce mois de novembre, aucun mouvement de retour n'a été enregistré. Selon le monitoring de protection, les conditions ne sont pas encore réunies, car il faudrait d'abord un retour

effectif de la paix, la sécurité, des services sociaux de base et des autorités dans les localités de provenance.

## Incidents de protection

Au cours de ce mois de Novembre, les localités les plus touchées par les incidents sont ceux situées dans la province du Sourou. Sur les **seize (16) incidents** enregistrés, **dix (10)** ont eu lieu dans la province du Sourou, contre **cinq (5)** dans la province de la Kossi et **un (01)** dans la province des Banwa. En effet, plusieurs incidents survenus dans la commune de Di et le village de Louta, Lankoué, Kiembra, Kassoum et Toéni justifieraient les mouvements forcés des populations. Par exemple, le 03 et le 14 novembre dernier, des GANE auraient ciblés le poste de gendarmerie de Di, situé à 42 km de Tougan. En plus, entre le 14 et le 16 novembre 2021, le village de Louta, situé à 7 km de la commune de Toéni, aurait été la cible d'une attaque armée perpétrée par des GANE, d'abord contre le poste de gendarmerie, ensuite sur les populations civiles, accusées d'avoir dénoncées leurs positions aux FDS, qui par ailleurs auraient mené une opération de sécurisation contre ces GANE. C'est ainsi qu'entre le 17 et le 27 Novembre 2021, après avoir reçus des menaces, les habitants des communes de Toéni et de Di ont effectué leurs premiers mouvements vers Tougan, pour se mettre à l'abri des représailles des GANE. A cela s'ajoute les attaques armées des GANE le 23 Novembre 2021 contre le poste de police du village de Sanaba dans la province des Banwa. Toutes ces attaques et menaces auraient aussi occasionnées le départ des FDS de ces villages ; la fermeture des établissements scolaire et le départ du personnel enseignant et sanitaire.

### 1. Statistiques



Incidents

16

Incidents rapportés par les moniteurs



Victimes de Violations

743

Victimes de violations de droits humains

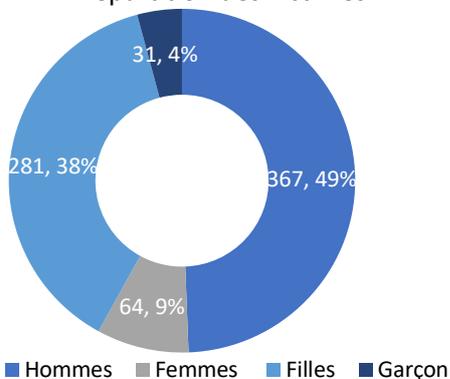


Localités touchées

8

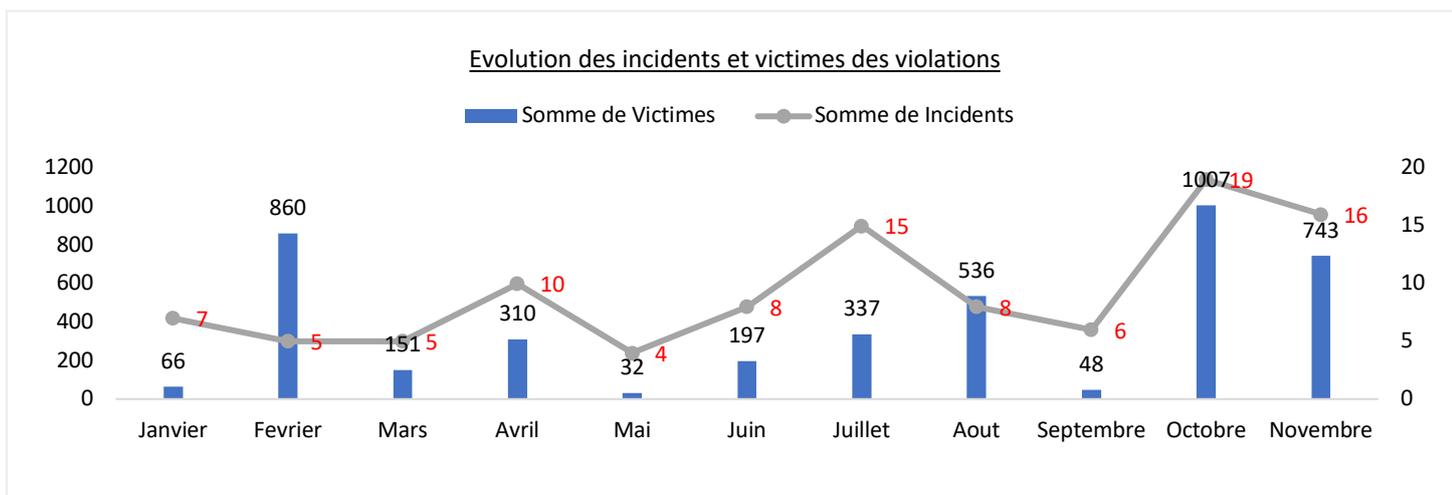
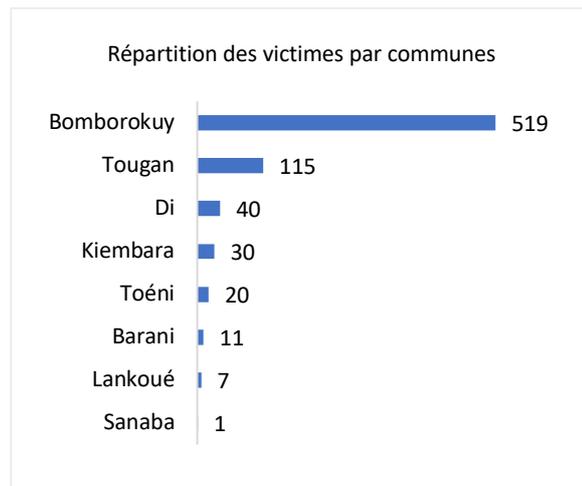
Communes touchées, principalement

Repartition des victimes



Typologie des violations





## 2. Détails sur les incidents

Au cours du mois de novembre 2021, 743 personnes ont été victimes des incidents de protection dans ce mois, contre 1007 victimes en octobre. Bien que le nombre de victimes ait connu une baisse, la situation sécuritaire demeure critique dans la région surtout dans la province du Sourou qui risque de passer le contrôle des GANE qui progressent vers les provinces du Mouhoun (Douroula) et du Nayala (Gassan). Sur l'ensemble de la région de la Boucle du Mouhoun, les victimes sont majoritairement **des hommes (49%)** et **les filles (38%)**. Les femmes occupent la troisième place **(9%)** et en dernière position les garçons **(4%)**. Du point de vue géographique, les victimes sont enregistrées dans **huit (08)** communes à savoir respectivement, Bomborokuy **(519)**, Tougan **(115)**, Di **(40)**, Kiembara **(30)**, Toéni **(20)**, Barani **(11)**, Lankoué **(7)** et Sanaba **(1)**. Ces incidents sont caractérisés par des prêches des GANE,

des menaces de mort, des enlèvements, des meurtres, des vols et destructions de biens publics et privés appartenant à des populations civiles et les FDS. En ce qui concerne la typologie des incidents enregistrés sur ce mois, les cas d'atteinte au droit à la propriété demeurent plus élevés (6 cas de violations), suivis du droit à la liberté et à la sécurité (5 cas), l'atteinte au droit à la vie (2 cas), le déni ou restriction forcée de mouvement (2 cas) et l'atteinte aux droits de l'enfance (1 cas).

## II. Situation par secteur

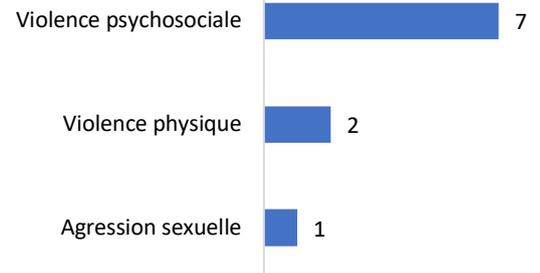
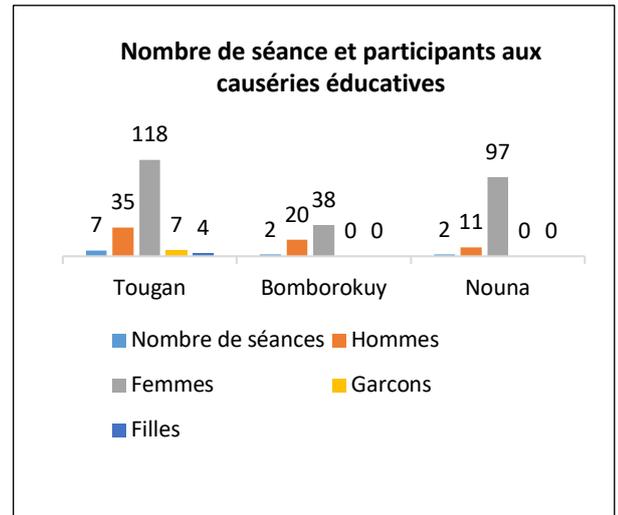
### 1. SGBV

#### Éléments clés.

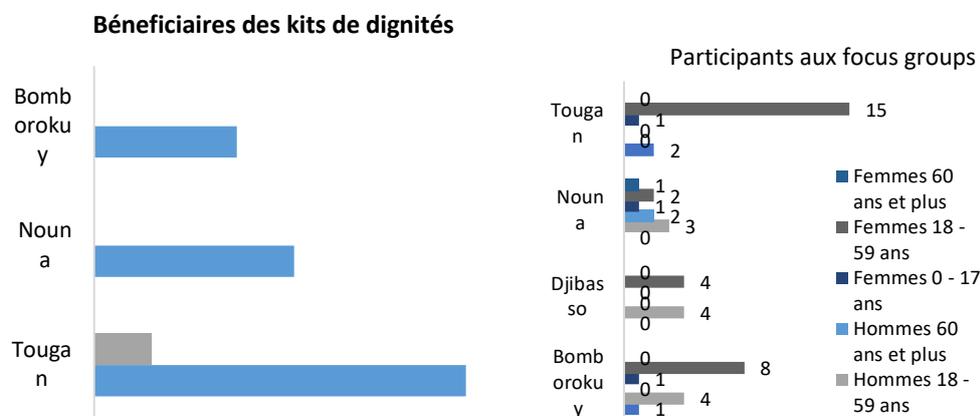
Les Violences Basées sur le Genre constituent un phénomène complexe dans la région de la Boucle du Mouhoun. En effet, dénoncer un cas de VBG demeure un tabou à cause des pesanteurs socioculturelles. Lorsque survient un cas de VBG, les auteurs, les témoins et même les survivantes préfèrent garder silence ou passer à un règlement arrangé entre familles que de trahir l'honneur de la famille en s'exposant à la risée du public. Au cours de ce mois, dix (10) cas de VBG ont été enregistrés dans les communes de Nouna, Bomborokuy et Tougan, dont sept (7) cas de violences psychologiques, deux (2) cas de violences physiques et un (1) cas d'agression physique. Les présumés auteurs sont les GANE pour les cas de violences psychologiques ; la communauté pour le cas de violence sexuelle et la famille pour les cas de violence physique.

#### Activités de prévention et réponse

Au cours de ce mois de novembre, 27 personnes ont bénéficié d'une assistance en Kit de dignité dont 13 femmes et 2 filles à Tougan, 7 femmes à Bomborokuy et 5 femmes à Nouna. Quatre (4) nouveaux dossiers ont été ouverts dont 2 à Tougan, 1 à Bomborokuy et 1 à Nouna. En termes d'assistance en cash, 2 femmes en ont bénéficié à Tougan. Quant aux activités de sensibilisation, onze (11) causeries éducatives ont été réalisées dans trois communes. Sept (7) causeries à Tougan, deux (2) à Bomborokuy, deux (2) à Nouna. Le thème de ces causeries a porté sur les VBG, l'importance de la dénonciation rapide des cas de VBG et sur l'exploitation et les abus sexuels, au profit des nouveaux PDIs. Les écoutes faites à l'issue de ces causeries révèlent un grand nombre de cas de stress lié aux attaques des GANE. Le besoin urgent exprimé par les participants est le besoin alimentaire. Au total 330 personnes ont bénéficié de ces causeries éducatives. A Tougan, on note la participation de 164



personnes (**35 hommes, 118 femmes, 07 garçons et 4 filles**) ; à Bomborokuy 58 personnes (20 hommes, 38 femmes) et à Nouna **107 (11 hommes, 97 femmes.)**



## 2. Protection de l'enfance

### Éléments clés.

En situation de conflits armés comme le contexte actuel du Burkina Faso, les enfants font partie de ceux qui en souffrent le plus. Ils sont profondément affectés par les problèmes de protection. Dans le cadre du monitoring communautaire, les participants aux focus groups ont toujours indiqué la présence d'enfants à risques (enfants déscolarisés ou non scolarisés, enfants séparés, enfants non accompagnés, enfants en situation de travail, enfants ne disposant d'aucun acte d'état civil etc...) dans les différentes communautés. Au cours de ce mois de novembre, les multiples incidents qui ont eu lieu n'ont pas épargné les enfants. Ceux de la commune de Bomborokuy, commune relevant de la province de la Kossi, ont été particulièrement touchés, suite à l'attaque des GANE du 19 novembre 2021 sur le lycée et qui l'a contraint à la fermeture. Au total **519 élèves dont 244 filles et 275 garçons** n'ont plus eu accès à l'école.

L'accès à l'alimentation pour les enfants est également préoccupant. En effet, avec la situation de mouvement forcé le manque de repas adéquat dans les ménages viennent aggraver l'état nutritionnel qui était déjà observé chez les enfants.

### Activités de prévention et réponse.

A travers le monitoring de protection, les cas de violations des droits des enfants sont détectés et prise en charge ou orientés vers des services spécialisés. La Direction Régionale de l'action humanitaire de la Boucle du Mouhoun conjugue ces efforts avec ceux des acteurs humanitaires afin de venir en aide aux enfants victimes des incidents de protection. Le Domaine de Responsabilité de la protection de l'enfance a organisé une formation les 29, 30 et 1er décembre afin d'outiller les

acteurs humanitaires sur la protection de l'enfant dans les situations de conflits armés. Toute chose qui permet de mieux éclairer les actions de prévention et de réponse des acteurs humanitaires.

### 3. Personnes ayant des besoins spécifiques

#### Éléments clés.

Le monitoring de protection a permis d'identifier des personnes à besoins spécifiques tels que les enfants, du fait de leur statut de déplacées internes et de l'incapacité des parents à leur prendre en charge, sont exposés aux abus et exploitations. Les femmes sont quant à elles exposées à des risques de VBG pendant leur mouvement, et dans les zones d'accueil. Les femmes cheffes de ménages ont des revenus très bas qui ne leur permettent pas d'assurer les charges du ménage. Les personnes âgées et celles présentant un handicap physique sont aussi exposées. En effet, elles ne sont plus actives pour exercer des activités pouvant économiquement assurer leur autonomie. Elles sont de ce fait, des potentielles personnes à besoins spécifiques pour lesquelles il faut apporter une assistance. Il est ressorti aussi du monitoring de protection, que pour l'accès aux services sociaux de base, la quasi-totalité des participants aux focus groups ont affirmé que les coûts élevés des produits de consommation, et la distance à parcourir pour certains besoins restent des obstacles à l'accès aux services sociaux de base.

#### Activités de prévention et réponse.

Au cours du mois de novembre, 10 Personnes à Besoins Spécifiques ont été identifiées pour bénéficier d'une prise en charge à hauteur de 30.000 CFA/personnes en cash pour couvrir leurs besoins de base. Cependant, force est de constater que ces assistances ponctuelles restent insuffisantes au regard de la situation de vulnérabilité parfois complexe de ces personnes.

#### Etat de droit

#### Éléments clés.

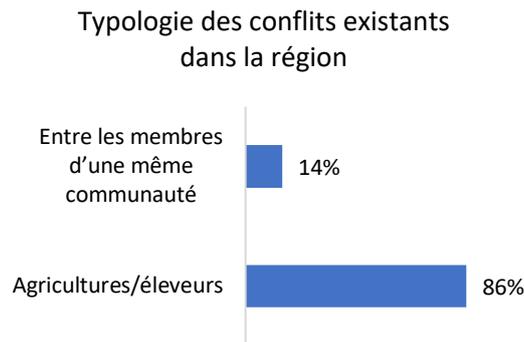
Les incidents de protection survenus au cours de ce mois ont eu un impact considérable sur le fonctionnement des services. En effet, les attaques armées des GANE qui ont visé les postes de police et de gendarmerie ont occasionné le retrait des fonctionnaires de l'Etat qui assuraient le service dans cette localité. En conséquence, les populations n'ont plus accès aux services sociaux de base. Par exemple, les attaques de GANE qui ont visé les positions des FDS à Di les 16 et 28 novembre ont causé la fermeture momentanée de ces postes. Toute chose qui empêche la population de, bénéficier des services de sécurité. Aussi, les mairies des communes de Di et de Lankoué, dans la province du Sourou, ont été obligées de fermer les portes, après avoir été attaquées par les GANE le 16 novembre 2021. Les habitants de ces localités ne pourront plus accéder facilement aux documents d'état civil ainsi que d'autres documents, relevant de la responsabilité de ces communes. En rappel, au cours de ce mois, le lycée de Bomborokuy a été fermé à la suite d'une attaque des GANE, privant 519 élèves (**244 filles et 275 garçons**) d'accès au droit à l'éducation. En somme, L'Etat n'arrive plus à jouer son rôle régalién d'antan et les citoyens sont ainsi exposés à d'énormes risques de protection.

#### Activités de prévention et réponse.

Des visites à domicile et les focus groups sont des occasions au cours desquelles les PDI sont orientés sur la façon de bénéficier certains services, autres que ceux situés dans leurs localités de provenance.

### 4. Cohésion sociale

#### Eléments clés.



Au cours du mois de novembre, il est ressorti à travers nos activités de sensibilisation que, les relations entre les populations hôtes et les PDI sont acceptables. En effet, les PDI se sentent en bons termes avec les populations hôtes car elles les accueillent dans les ménages, les soutiennent psychologiquement, financièrement et moralement. Toutefois, cette collaboration pourrait être fragile car les PDI deviennent de plus en plus une charge pour la population. Dans la Boucle du Mouhoun, les situations de conflits de cohabitation ne manquent pas. Selon le monitoring, 14 % des conflits existant dans la Boucle du Mouhoun concernent les membres d'une même communauté alors que 86% de ces conflits opposent agriculteurs contre éleveur. C'est pour contribuer à la promotion du vivre-ensemble que les moniteurs et les comités mis en place travaillent à travers des sensibilisations sur la cohabitation pacifique entre les différentes communautés fragilisées ou impactées par la crise sécuritaire.

#### Activités de prévention et réponse.

Dans le but de contribuer à promouvoir la cohésion pacifique entre les populations des provinces de la Kossi et du Sourou, des activités de prévention ont été réalisées. De ce fait, **dix 10** séances de sensibilisations ont été animées le vivre ensemble et la cohabitation pacifique dont 4 à Nouna, 3 à Bomborokuy 3 à Tougan avec la participation de 268 personnes, à savoir **52** hommes et **216** femmes.

### 5. Logement, terre et biens

#### Eléments clés.

La question de Logement Terre et Biens demeure une triste réalité depuis le début de la dégradation de la situation sécuritaire dans la Région de la Boucle du Mouhoun. A travers le monitoring, il ressort que la plupart des PDI vivent dans les maisons louées. Le coût du loyer étant trop élevé (5000-15000), certaines PDI ne peuvent y accéder faute d'argent. Le monitoring de protection révèle aussi que le manque de terres cultivables est un problème vécu par la plupart des cultivateurs. Il a été de ce fait difficile pour ces personnes qui ont abandonné leurs champs de pouvoir repartir pour des récoltes. Ainsi donc, le manque de terre cultivable rend les ménages PDI plus vulnérables à la famine. En outre, les mouvements massifs de populations observés au cours du mois de novembre vers la commune de Tougan rendent complexe la question de logement. Les besoins en abris demeurent cruciaux.

#### Activités de prévention et réponse.

Pour pallier au manque de possibilités d'accès aux terres cultivables, l'approche communautaire privilégiée dans la gestion de la crise humanitaire dans la région a permis l'accueil de quelques PDI au sein de la communauté hôte. Les populations hôtes déjà fournissent assez d'efforts pour accueillir quelques PDI. Certaines ONG comme Plan Burkina Faso et Terre des Hommes fournissent des abris aux PDI, avec l'appui du HCR, dans les localités à forte concentration de PDI à savoir Tougan, Nouna.

### 6. Solutions durables

#### Éléments clés.

Lors des focus groups réalisés dans la région de la Boucle du Mouhoun, les PDIs expriment leurs points de vue sur un éventuel retour dans les zones de provenance. A cette question, les réponses sont partagées : 87.76% des PDI désirent retourner dans leurs zones d'origine si la situation sécuritaire le permet, c'est-à-dire que ce retour soit conditionné par la présence des FDS pour sécuriser les villages ainsi que la présence des services sociaux de base (école, centre de santé...). Mais 12.24% d'entre eux n'ont plus envie de retourner car leurs habitats et biens ont été détruits complètement par les GANE lors des attaques perpétrées contre leur village dès le début de la situation sécuritaire.

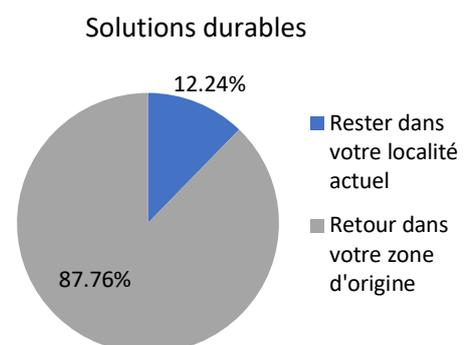
Activités de prévention et réponse. RAS

## III. Protection à base communautaire

#### Renforcement des capacités.

Au cours du mois de novembre, dans le cadre des activités de renforcement des capacités des comités de protection et points focaux, un atelier de formation a été organisé avec ces acteurs communautaires, les 17 et 18 novembre 2021 à Nouna et à Tougan sur le thème de la culture de la paix et la cohabitation pacifique. Au total 209 personnes ont pris part à cette formation répartis comme suit : Tougan (70 femmes et 30 hommes) ; Bomborokuy (29 femmes et 15 hommes) et Nouna (34 femmes et 31 hommes)

Activités réalisées par la communauté.



La stratégie d'intervention du projet protection INTERSOS privilégie l'approche communautaire. C'est dans cette logique que les comités de protection et les points focaux composés des membres de la communauté ont été mis en place pour faciliter la mise en œuvre des activités du projet.

Toutes les activités des moniteurs sont réalisées sur terrain grâce au concours de ces comités et points focaux. Ils font un travail de mobilisation sociale en amont pour la tenue des séances de focus groups ou de sensibilisations dirigées par les moniteurs. Aussi, ce sont eux qui facilitent les échanges et autres entretiens. En plus, les membres des comités et les points focaux sont impliqués dans le suivi et l'analyse de la situation de protection dans leurs zones de couverture comme la recherche et triangulation des informations sur les incidents de protection.

Au cours de ce mois de novembre, les comités de protection et les points focaux ont contribué à réaliser 9 focus groups, au suivi et au rapportage de 16 incidents de protection, à la réalisation de 5 indices de monitoring, au suivi des mouvements de populations et à l'identification de 10 PBS dans les communes de Bomborokuy, Nouna et Tougan.

Pour le volet VBG-PSS, les relais communautaires ont également apporté leur concours à l'animation de **11** causeries éducatives dans les centres communautaires de Tougan et de Daka. En ce qui concerne les activités de réponse menées au cours de ce mois, les points focaux PSS ont appuyé les équipes de terrain dans l'identification de 4 cas de VBG et dans l'assistance à 2 survivantes de VBG. Quant aux services offerts, ils ont consisté en une assistance en kit de dignité à 27 bénéficiaires.

#### **IV. Partage d'informations et coordination**

##### **Autorités.**

INTERSOS travaille en collaboration avec les autorités et autres acteurs humanitaires de la région de la Boucle du Mouhoun dans la mise en œuvre des activités sur le terrain et ce, dans le strict respect des principes humanitaires. Sous le leadership de la Direction Régionale de l'Action Humanitaire de la Boucle du Mouhoun, INTERSOS a participé à certaines activités.

##### **Acteurs humanitaires.**

En termes de coordination, les acteurs humanitaires de la région de la Boucle du Mouhoun tiennent des réunions mensuelles pour échanger sur la situation humanitaire de la région et dégager les perspectives de renforcement de la synergie d'action. Ainsi, au cours de ce mois, INTERSOS a pris part aux activités et rencontres suivantes :

- ✓ Cérémonie officielle de célébration conjointe des journées internationales de la paix et de la tolérance le 16 novembre 2021.
- ✓ Cérémonie officielle de lancement des travaux de réalisation de 50000 latrines familiales et de 10200 cabines d'assainissement communautaires du Programme d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement le vendredi 19 novembre 2021.
- ✓ Rencontre ad hoc des humanitaires sur la situation des PDI de Tougan, pour apprécier la situation et coordonner les interventions d'assistance les 22 et 29 novembre 2021.

- ✓ Atelier du sous cluster VBG sur la validation des POS du domaine de responsabilité des VBG le mardi 30 novembre 2021.
- ✓ Formation sur la protection de l'enfance organisée par le domaine de responsabilité de la protection de l'enfance du 29 novembre au 01 décembre 2021.

## V. Recommandations et actions requises

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Etat d'implémentation	Niveau d'urgence
Monitoring de Protection	- Renforcer des opérations de sécurisation des biens et des personnes dans ce contexte de multiplication des incidents de protection	CimCoord	En cours	Urgent
SGBV	- Multiplier les séances de sensibilisation sur les thématiques de GBV - Développer des AGR pour favoriser l'autonomisation économiques des survivantes / personnes à risques de GBV	Sous- cluster GBV, UNFPA ; INTERSOS	En cours	En continu En continu
Protection de l'enfance	- Renforcer les capacités des écoles de Tougan et de Nouna pour l'accueil des nouveaux élèves déplacés - Dotation en kits scolaires et appui financier aux élèves déplacés dans les écoles d'accueil	Sous-cluster protection de l'enfance, UNICEF, INTERSOS, PLAN INTERNATIONAL	En cours	Urgent
Cohabitation pacifique/LTP	- Poursuivre les séances de sensibilisation sur l'importance du vivre-ensemble - Renforcer les capacités des leaders communautaires en matière de règlement pacifique des conflits	Tous les acteurs	En cours	En continu

### Les tableaux croisés dynamiques

#### #Violations par communes

	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Droit à la propriété	Droit à la vie	Déni ou restriction forcée de mouvement	Atteintes aux droits des enfants	Total
Toéni	1	0	1	0	0	2
Di	1	1	1	1	0	4
Barani	1	3	0	0	0	4
Bomborokuy	0	0	0	0	1	1
Tougan	0	1	0	1	0	2
Kiembara	1	0	0	0	0	1
Lankoué	0	1	0	0	0	1

Sanaba	1	0	0	0	0	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>16</b>

#### #Violations par présumés auteurs

	Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	Droit à la propriété	Droit a la vie	Déni ou restriction forcée de mouvement	Atteintes aux droits des enfants	Total
GANÉ	5	6	2	2	1	<b>16</b>
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>16</b>

18 - 59 ans	33	14	15	30	275	<b>367</b>
Hommes						
60 ans et plus	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Femmes						
- 17 ans	0	2	0	35	244	<b>281</b>
Femmes						
18 - 59 ans	0	6	8	50	0	<b>64</b>
Femmes						
60 ans et plus	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>22</b>	<b>24</b>	<b>145</b>	<b>519</b>	<b>743</b>

Violations	Toéni	Di	Barani	Bomborokuy	Tougan	Kiembara	Lankoué	Sanaba	Total
Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	20%	20%	20%	0%	0%	20%	0%	20%	100%
Droit à la propriété	0%	17%	50%	0%	17%	0%	17%	0%	100%
Droit a la vie	50%	50%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Déni ou restriction forcée de mouvement	0%	50%	0%	0%	50%	0%	0%	0%	100%
Atteintes aux droits des enfants	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	100%
<b>Total</b>	<b>13%</b>	<b>25%</b>	<b>25%</b>	<b>6%</b>	<b>13%</b>	<b>6%</b>	<b>6%</b>	<b>6%</b>	<b>100%</b>

Violation	GANÉ	Total
Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne	100%	100%
Droit à la propriété	100%	100%
Droit a la vie	100%	100%
Déni ou restriction forcée de mouvement	100%	100%
Atteintes aux droits des enfants	100%	100%
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>